

FORUM DES ECONOMISTES 2016

Hammamet 26-28 mai 2016

APPEL A COMMUNICATIONS

PROBLEMATIQUES DES REFORMES EN PERIODE DE TRANSITION

Le 14 janvier, les Tunisiens réclamaient la dignité et la liberté. Plus de quatre ans après, ces deux revendications demeurent les plus grands défis du pays avec un climat social tendu. La situation économique et sociale s'est nettement détériorée : la croissance est faible ; le chômage s'est aggravé ; et l'investissement est en panne. Les équilibres macroéconomiques, point fort de la Tunisie d'avant la révolution, ont été sérieusement fragilisés : le déficit budgétaire s'est aggravé et la position des comptes extérieurs s'est nettement détériorée avec comme conséquence une forte dépréciation du Dinar. L'inflation, malgré les subventions des produits alimentaires et énergétiques, a presque doublé par rapport à ses niveaux antérieurs. Cela présentera un grave danger pour la croissance et l'emploi et risque de compromettre le processus de transition démocratique au moment où les attentes sont énormes et les marges des politiques publiques pour relancer l'économie, développer les régions, et baisser la tension sur le marché du travail sont réduites. Quelle direction le pays devra-t-il prendre ?

Répondre à des besoins sociaux urgents et créer un climat de confiance avec les citoyens et les investisseurs sont les priorités. Assainir le climat social qui prévaut et mettre fin aux incertitudes sont des préalables à l'investissement générateur de richesse et créateur d'emplois, surtout que le pays ne dispose pas de richesses naturelles. Des réformes structurelles sont nécessaires et urgentes qui favoriseront l'émergence d'une croissance forte et inclusive afin de placer le pays sur la bonne trajectoire.

Les réformes à engager sont multiples. On peut, à titre d'exemple, citer : la réforme de l'Etat, la réforme bancaire, celle de la fiscalité, la réforme des entreprises publiques et des caisses sociales, de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur, la réforme du marché de l'emploi, etc. Ces réformes doivent être bien conçues et analysées. Par ailleurs, il faut définir les stratégies à adopter pour garantir leur acceptation par les différents acteurs concernés et leur mise en œuvre. En effet, une réforme implique des changements de règles, et donc, des conséquences redistributives et des intérêts souvent divergents et parfois conflictuels. Un certain nombre de freins ou de blocages peuvent ainsi émerger. La mise en œuvre des réformes, leur suivi et leur évaluation ne sont pas aussi simples. Les expériences internationales dans ce domaine seront d'un grand intérêt.

1. Appel à communications

L'Association Tunisienne des Economistes (ASECTU) organise sa douzième conférence annuelle les 26-28 mai 2016 à Hammamet (Tunisie). Le Comité d'organisation a le plaisir de vous inviter à soumettre des propositions selon le modèle décrit ci-dessous. **La date limite de soumission des résumés est le 30 septembre 2016.**

2. Objectif de la Conférence

L'objectif de la Conférence est de réunir, dans le même hôtel, durant trois jours des doctorants, des chercheurs et des professeurs Maghrébins et Européens. La rencontre permettra des échanges scientifiques et intellectuels entre les chercheurs et doctorants eux-mêmes et avec les professeurs des universités. Elle permettra aussi d'apporter une ouverture internationale pour les chercheurs des pays du Sud, notamment dans le cadre d'actions de coopération conduites avec des Établissements d'Enseignement Supérieur ou Centres de recherches, en particulier par la promotion des thèses en cotutelle.

3. Thèmes de la Conférence

Le thème général de la Conférence à traiter en plénières est "Problématiques des réformes en période de transition". Les thèmes des sessions parallèles sont assez vastes pour coïncider avec les intérêts des chercheurs et peuvent être classés selon les champs d'analyse économiques suivants :

1. Macroéconomie
2. Microéconomie
3. Economie internationale
4. Monnaie et finance
5. Economie du travail et capital humain
6. Economie institutionnelle
7. Economie régionale et décentralisation
8. Economie de l'environnement et des changements climatiques
9. Economie industrielle et entrepreneuriat

Thème 1- Macroéconomie

Le thème du FORUM 2016 des Economistes Tunisiens porte sur les problématiques des réformes en période de transition. Il est souhaitable que les contributions qui seront proposées pour une éventuelle présentation dans les sessions parallèles « Macroéconomie » s'inscrivent dans cette thématique. Cependant, une certaine préférence sera accordée aux sous-thèmes suivants:

- Les stratégies monétaires et financières, y compris en matière de soutenabilité de la dette publique
- La coordination entre politique budgétaire et politique monétaire
- Les programmes de lutte contre l'inflation
- La crise de la balance des paiements et politique économique
- L'arbitrage entre stabilité macroéconomique et exigences sociales immédiates
- L'utilisation des modèles DSGE dans l'évaluation des politiques macroéconomiques
- Structure du système financier et emploi dans les pays en développement
- Les mécanismes de transmission de la politique monétaire
- Les effets non linéaires des politiques macroéconomiques
- Les politiques monétaires non conventionnelles
- L'interaction entre la politique monétaire et le régime de change

- Les multiplicateurs budgétaires dans les pays en développement
- Renforcer la croissance potentielle
- Le partage des fruits de la croissance
- La soutenabilité de la dette et croissance économique
- Policy-mix en période de transition
- Politique de change et déficits jumeaux

Thème 2- Microéconomie

La session regroupera des contributions originales portant sur des applications de la théorie microéconomique et utilisant des bases de données individuelles. Ces contributions peuvent être en relation avec la problématique générale du forum et privilégient des analyses qui fondent et éclairent les diverses réformes envisagées. Elles peuvent aussi avoir un caractère plus général et porter sur des champs très variés en relation avec la consommation et l'analyse de la demande, l'économie de la firme, l'économie industrielle et des organisations, l'économie de l'innovation, l'économie de la santé, l'économie de l'éducation, l'économie du travail, l'économie publique, l'économie spatiale, l'économie des transports, la microéconomie financière, le risque et l'assurance, l'économie du développement, l'analyse du bien-être, l'économie de l'agriculture, l'économie de l'environnement et des ressources naturelles, l'économie du droit, l'économie comportementale et expérimentale, etc.

Thème 3- Economie internationale

La mondialisation de l'activité économique a été, paradoxalement, à la fois source de prospérité et d'instabilité. Les causes et les conséquences de la mondialisation restent ainsi des sujets à explorer. Si les politiques commerciales et la globalisation financière l'ont impulsée, les avancées technologiques, dans les domaines du transport et logistique et des technologies de l'information et de la communication notamment, y ont aussi largement contribué. La place privilégiée occupée par les échanges internationaux de biens et services ainsi que les investissements étrangers et les mouvements internationaux de capitaux paraît ainsi en partie irrévocable. De plus, les résistances à l'ouverture à la concurrence étrangère et l'intégration sont d'autant plus difficiles pour les pays de petite taille et/ou faiblement diversifiés d'une part, et pour des raisons géopolitiques d'autre part. Par ailleurs, les crises environnementale, alimentaire et financière des années 2000 ont montré l'importance et l'urgence de la régulation des marchés internationaux. La capacité de résilience et la coopération internationale prennent ainsi une place privilégiée pour éviter les dérives spéculatives, la propagation des crises et la stabilité macroéconomique. Quelles sont les opportunités et les risques de l'intégration économique (réelle et financière)? Comment tirer profit de la mondialisation des activités? Quelles sont les réponses adéquates à ces défis, particulièrement pour les pays de la région MENA? C'est à ces principales questions que cette session tentera de répondre. Les axes privilégiés englobent :

- Lien entre politique commerciale, comportement des entreprises et politique industrielle : chaînes de valeur, facilitation, sophistication et complexité, diversification, marges intensives et extensives, montée de gamme...
- Les stratégies des firmes multinationales et le rôle des investissements étrangers dans le processus de développement

- Le lien entre géopolitique, sécurité et ouverture
- Les spécificités des politiques commerciales et de l'ouverture en période de transition
- Le lien entre spécialisation, intégration et qualité des institutions
- Les contraintes de pilotage macroéconomique (vulnérabilité aux chocs externes, niveau de développement financier, rôle du développement institutionnel dans le processus d'ouverture internationale, différentiels de croissance et flux de capitaux, primes de risque et rendements obligataires...)
- Fluctuations macroéconomiques et stabilité macroéconomique
- Les causes de la volatilité économique, de son impact sur la croissance et le bien-être des individus
- Les contraintes extérieures des banques centrales (déséquilibre du compte de capital, accumulation de réserves et contrainte de change)
- La régulation des activités bancaires et financières internationales (liquidité de marché et ratios de liquidité, l'usage du levier par les hedge funds et autres intermédiaires financiers, l'impact des changements de notes par les agences de rating...)

Thème 4- Monnaie et finance

Pour la session "**Monnaie et finance**" seront acceptés des papiers qui développent des analyses et des études en relation avec les aspects financiers et monétaires. Les sujets qui pourront être abordés se rattachent aux thèmes suivants :

I - Politiques monétaires : *Transmission - Efficacité - Crédibilité*

- Action des banques centrales face à l'instabilité financière
- Gouvernance et indépendance des banques centrales
- Politiques monétaires conventionnelles vs Politiques monétaires non conventionnelles
- Ciblage d'inflation vs ciblage des prix

II - Change : *Politique - Volatilité - Risques*

- Choix du régime de change
- Volatilité de change et investissement privé (domestique et IDE)
- Crises de change et transmission des chocs
- Pass-through de taux de change

III - Secteur bancaire : *Solidité - Performance - Gouvernance*

- Concurrence, risques et performance des institutions financières
- Inclusion financière et *Low Income Banking*
- Réformes bancaires dans les pays en transition
- Concentration bancaire et taille critique

IV - Marché financiers : *Profondeur - Dynamisme - Instabilité*

- Financement des PME et rôle des marchés boursiers
- Marché obligataire et performance bancaire
- Courbe des taux et gestion de la dette publique

- Contagion des chocs sur les marchés

V - Finance alternative : *Performance - Innovation - Risques*

- Finance islamique
- Microfinance
- Private equity, crowdfunding, business angel
- Finance durable

VI - Régulation de la finance : *Régulation micro-prudentielle vs régulation macro-prudentielle*

- Régulation de la finance conventionnelle (banques et marchés)
- Régulation de la finance non-conventionnelle
- Gestion du stress financier
- Supervision bancaire et gouvernance du risque systémique

Thème 5- Economie du travail et capital humain

Le marché du travail en Tunisie est caractérisé par un taux de chômage élevé et persistant, touchant particulièrement les jeunes et les diplômés dont notamment les femmes. Le problème est à la fois au niveau de l'offre et de la demande de travail. Du côté de l'offre, la population active avait augmenté rapidement au cours des récentes décennies, et elle continue à augmenter. C'est aussi une population de plus en plus éduquée, et près de 70 mille nouveaux diplômés s'y ajoutent par an. Mais cette population ne dispose pas toujours des qualifications requises. Plus de la moitié des nouveaux diplômés sont des femmes alors que le taux de participation féminine demeure trop faible (autour de 25%). Du côté de la demande de travail, on constate que la croissance du PIB était relativement élevée (de 5% en termes réels en moyenne annuelle) pendant une cinquantaine d'années (1965-2005), mais peu génératrice d'emplois quantitativement et qualitativement ; il y avait beaucoup moins d'emplois pour les plus éduqués. Il y avait aussi un problème d'appariement reflétant l'inadéquation entre les qualifications demandées et celles produites par le système d'éducation et de formation. Ce déséquilibre structurel entre l'offre et la demande de travail a été favorable à la croissance du secteur informel qui représente autour de la moitié de l'emploi du pays et où les rémunérations sont faibles et les conditions de travail difficiles. Cela résulte aussi de la difficulté et du coût associés à la réglementation du marché du travail.

Quelles réformes faut-il engager pour créer plus d'emplois et atteindre une meilleure adéquation entre l'offre et la demande du travail ? Et quelles solutions faut-il adopter pour concilier les impératifs de l'efficacité avec ceux de la sécurité de l'emploi ? En particulier, que faire pour faciliter l'accès des femmes au marché du travail et assurer plus d'équité entre les régions du pays ? Le présent appel à communications s'adresse à toute contribution dans le cadre de cette problématique.

Thème 6- Economie institutionnelle

L'économie institutionnelle s'est concentrée sur la nature des institutions et sur la structure des règles qui contraignent le comportement des agents économiques comme une nouvelle piste pour la compréhension du processus de développement économique. Les institutionnalistes s'appuient sur l'analyse de la façon d'opérer des marchés pour saisir comment ces derniers se développent et par conséquent l'essence de la dynamique économique elle-même. C'est ainsi que des institutions performantes peuvent faire la différence dans le succès des différentes réformes du marché. Un pays

qui réussit à construire un système judiciaire et des droits de propriétés efficaces en les dotant de mécanismes efficaces pour leur mise en application et à éviter l'arbitraire dans l'exercice du pouvoir de l'Etat (sur-taxation, corruption et réglementation altérant les transactions et générant des rentes au profit des lobbies) est un pays qui procure à sa population la possibilité effective de mobiliser les ressources dans l'investissement productif et l'amélioration du bien-être. Il crée ainsi les conditions optimales génératrices de motivations pour les agents économiques et donc propices à l'expansion économique. Les impacts de la qualité des institutions sur la performance économique de long terme se propagent par le biais de la compression des coûts de transactions et de transformations, de limitation des risques et de disparition des rigidités qui altèrent les marchés. Si le consensus sur le rôle clé que jouent les institutions dans le développement économique et social des pays ne fait plus de doute, des questions plus délicates et peu évidentes se posent maintenant : comment et peut-on édifier des institutions efficaces ? Qu'est ce qui explique qu'un pays soit mieux doté qu'un autre d'une bonne infrastructure institutionnelle ? Par quels mécanismes la nature des institutions affectent les performances économiques et la réussite des réformes? Les axes de recherche proposés dans le cadre de cette session sont à titre indicatif :

- Réformes institutionnelles et investissements (nationaux et IDE)
- Réformes institutionnelles et gouvernance des finances publiques
- Réformes institutionnelles et politique industrielle
- Réformes institutionnelles et politique monétaire
- Réformes institutionnelles et développement local
- Réformes institutionnelles et réduction des inégalités
- Réformes institutionnelles et développement financier
- Réformes institutionnelles et maîtrise de l'informalité...

Thème 7- Economie régionale et décentralisation

Depuis les événements de janvier 2011, les questions des disparités régionales ont suscité un intérêt particulier tant du côté des décideurs politiques que du côté des économistes s'intéressant à l'économie tunisienne. La révolution a mis en lumière certains dysfonctionnements, et doit donc forcer les décideurs politiques ainsi que les chercheurs à repenser la gestion territoriale du pays. Cependant, on reconnaît qu'il ne peut y avoir désormais de réponses à des problèmes de cette ampleur que dans le cadre d'une vision stratégique du développement régional. L'un des défis majeurs est donc de corriger les disparités régionales en permettant aux ressources disponibles d'être plus dynamiques et de favoriser des synergies entre les différents secteurs de l'économie. Une nouvelle politique de développement territorial doit être mise en place afin d'accroître le potentiel socio-économique et environnemental ainsi que la compétitivité des territoires. Contrairement à certaines idées reçues, ni la trappe à sous-développement, ni le creusement des inégalités entre régions ne sont inéluctables. Mais il n'est pas inutile de rappeler que la réussite d'un processus de développement résulte, bien entendu, de la mise en œuvre d'une "décentralisation efficace", conçue comme un ensemble d'actions graduelles dans le temps. En effet, l'Etat doit également jouer son plein rôle dans l'orientation de la politique de développement en matière de répartition des richesses. En revanche, et pour aborder un thème fort complexe comme la décentralisation, il est judicieux de poser les bonnes questions. Comment la décentralisation pourrait-elle briser le cercle vicieux du sous-développement des régions de l'intérieur ? Il est important de souligner que le développement socio-économique de l'ensemble du pays reste un objectif primordial, mais on peut admettre qu'il est nécessaire de revoir les principes et les modalités du développement et de la gouvernance territoriale. Les propositions pour cette session doivent s'inscrire dans cette thématique. A titre d'exemple, on peut proposer :

- Investissement public et investissement privé au niveau régional
- La gouvernance régionale : décentralisation – déconcentration
- Les modèles territoriaux d'innovation
- Compétitivité du territoire : environnement des affaires ; mécanismes d'incitation aux investissements privés ; intégration dans l'économie nationale et mondiale ; financement du développement régional
- Développement des filières économiques et chaînes de valeurs régionales

Thème 8- Economie de l'environnement et des changements climatiques

Aujourd'hui, 80% de notre consommation énergétique est satisfaite par les énergies fossiles. En moyenne, la consommation mondiale annuelle est de quatre barils de pétrole par habitant. La consommation énergétique durable passe nécessairement par des actions à la fois sur l'offre et sur la demande. Toutefois, la dérégulation progressive des marchés énergétiques et le développement économique de ces dernières années ont bouleversé l'équilibre entre l'offre et la demande énergétique. Aussi, le développement des infrastructures et les progrès techniques réalisés au niveau des modes de transports et de distribution, ainsi que de la gestion des flux et des approvisionnements ont amplifié la demande en énergie. Une demande de plus en plus forte qui, d'un côté, va à l'encontre des objectifs du développement durable, et d'un autre, fait évoluer les systèmes productifs et les modes de consommation vers de nouvelles trajectoires. Cela a pour conséquence de bousculer les problématiques liées à l'énergie vers de nouveaux enjeux : impact de la consommation sur l'environnement, soutenabilité des pratiques, capacité de l'offre à répondre à la demande, prospection d'énergies alternatives, etc. On assiste donc à de nouvelles pratiques en termes de consommation et des besoins énergétiques. Au sujet des modélisations énergétiques deux approches sont identifiées dans la littérature. L'une, qualifiée de top-down, repose sur une approche déductive visant à trouver un équilibre entre les consommations historiques de l'énergie dans le secteur résidentiel et celles estimées à partir des variables d'entrée. L'autre, dite bottom-up, repose quant à elle sur une approche inductive qui extrapole la consommation d'énergie, généralement d'habitats individuels, aux niveaux régional et national. Cette session vise à explorer les différents travaux liés aux enjeux énergétiques et climatiques inhérents à la problématique de développement durable. Il s'agit précisément de discuter des questions économiques soulevées par le progrès et le développement économique de ces dernières années en prenant en compte les préoccupations actuelles des acteurs socio-économiques sur la transition énergétique, l'environnement, la croissance verte dans le champ du bâtiment et de la ville durable de demain. A titre indicatif, nous proposons des sous thèmes non exhaustifs tels que la transition énergétique :

- Enjeux et défis pour les pays méditerranéens
- Les modèles énergétiques appliqués aux bâtiments et à la ville
- La monétarisation des externalités environnementales et sanitaires
- Bâtiment et efficacité énergétique
- La place de l'énergie renouvelable dans le développement économique des pays méditerranéens
- L'énergie et le développement territorial en méditerranée
- Tendances et déterminants des investissements verts dans le bassin méditerranéen

Thème 9- Economie industrielle et entrepreneuriat

L'industrie a été de tout temps un des facteurs essentiels du développement économique. Les pays les plus avancés sont entrain de reconsidérer leur politique industrielle après une période de "désindustrialisation" dont les retombées ont été assez néfastes sur la croissance, l'emploi et les exportations. Pour les pays en développement, les secteurs manufacturiers ont toujours été relativement protégés. Les industries de ces pays sont considérées comme étant peu performantes à plusieurs égards: (1) les marchés tolèrent les entreprises inefficaces, donc la dispersion de la productivité inter-entreprise est grande, (2) des petits groupes d'oligopoleurs exploitent un pouvoir de monopole et (3) de nombreuses petites entreprises sont incapables ou refusent de grandir, d'où l'inexploitation des économies d'échelle. Pour d'autres auteurs, les principaux problèmes du secteur manufacturier sont à trouver au niveau de l'incertitude sur les politiques et les conditions de la demande, de la primauté du droit, la pauvreté et la corruption doivent être la priorité des domaines de réforme. Le rôle de l'entrepreneur dans la mise en place et la réussite de toute politique industrielle devient central. Celui-ci contribue indubitablement au renouvellement des marchés, à la résorption du chômage, à la commercialisation de nouvelles idées, sous forme de nouveaux produits et de nouvelles technologies, ou encore à l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation du travail. A la lumière de ces développements théoriques et empiriques, il est demandé des contributions qui soient en relation avec les thématiques suivantes:

- Performance industrielle et structure de marché
- Politique de l'innovation et réorientations vers les hautes technologies
- Les politiques industrielles sectorielles
- Les filières industrielles
- La coopération industrielle
- La dynamique industrielle
- Entrepreneuriat; caractéristiques et déterminants
- Entrepreneuriat, essaimage et nouvelles formes d'entrepreneuriat
- Entrepreneuriat et innovation

4. Guide de présentation de la proposition

Les propositions ne doivent pas dépasser deux pages et doivent contenir trois sections :

a. La problématique : Indiquer une question de recherche précise ; Quelles sont les idées avancées et quels sont les résultats déjà établis par la littérature ? En quoi votre contribution donne un éclairage nouveau ? Donner le plan sommaire du papier ;

b. La méthodologie : Présenter une section méthodologique et des éléments empiriques ;

c. Les résultats : Quels sont les nouveaux résultats que vous avez obtenus ou que vous comptez établir? Quelles implications sur les politiques économiques ?

L'auteur de la proposition doit indiquer : 1) le thème choisi ; 2) son nom et prénom ; 3) son institution et sa position (grade) ; 4) son e-mail ; 5) sa biographie en cinq lignes ; et 6) ses publications éventuellement.

5. Dates à retenir

30 septembre 2015	Date limite de soumission des résumés
20 octobre 2015	Sélection des propositions
30 janvier 2016	Envoi du texte intégral des propositions sélectionnés
29 février 2016	Réponse du CS sur les papiers à présenter
26-28 mai 2016	Tenue du Forum
30 juin 2016	Révision des communications pour une publication dans la série documents de travail de l'ASECTU

Soumission des propositions :

Les propositions seront envoyées à l'adresse du Forum : asectu2016@gmail.com

Contact :

Coordinateur général du Forum 2016 : Samir Ghazouani (samir.ghazouani@fsegt.rnu.tn)

Comité scientifique :

Sami Aouadi (FSEGT, Tunis) ; Mohamed Ayadi (ISG, Tunis) ; Fateh Belaid (CSTB, France) ; Hafedh Ben Abdennebi (IHEC, Carthage) ; Mongi Boughzala (FSEGT, Tunis) ; Ghazi Boulila (ESSEC, Tunis) ; Fatma Charfi (FSEGT, Tunis) ; Nouri Chtourou (FSEGS, Sfax) ; Miloud Daoud (ENCG, Fès, Maroc) ; Slim Driss (ESSEC, Tunis) ; Abdellatif Eddakir (ENCG, Fès, Maroc) ; Fethi El Bekri (ISCAE, Tunis) ; Riadh El Ferktaji (ESCT, Tunis) ; Fethi Ennouri (ESSEC, Tunis) ; Hamadi Fehri (IHEC, Carthage) ; Rochdi Feki (ESCS, Sfax) ; Foued Gabsi (FSEGS, Sfax) ; Maher Gassab (ESCT, Tunis) ; Sofiane Ghali (ESSEC, Tunis) ; Mohamed Goaid (IHEC, Carthage) ; Sami Hammami (FSEGS, Sfax) ; Aziz Hamiou (ENCG, Fès, Maroc) ; Haitham Joumni (CSTB, France) ; Zouhour Karray (ESSEC, Tunis) ; Moez Labidi (FSEGM, Mahdia) ; Héra Mehri (FSEGT, Tunis) ; Hatem Mhenni (ESCT, Tunis) ; Lamia Mokaddem (FSEGT, Tunis) ; Rim Mouelhi (ISCAE, Tunis) ; Mahmoud Sami Nabi (EPT, Carthage) ; Hatem Salah (ESCT, Tunis) ; Faouzi Sboui (FSEGM, Mahdia) ; Moez Soussi (ESSEC, Tunis) ; Adbellatif Taghzouti (ENCG, Fès, Maroc) ; Habib Zitouna (ITCEQ, Tunis) ; Salma Zouari (IHEC, Carthage).